

ACTUALITÉS / EXPERTISE

France / Maurice : regards croisés

Notes souveraines, inflation, taux, colère sociale : où en sont les deux pays ?

19 novembre 2026

En février 2025, nous comparions deux États que tout sépare, sauf le poids de leur dette publique. D'un côté, une Île Maurice dont Moody's maintenait la note Baa3 en passant la perspective de stable à négative. De l'autre, une France qui faisait adopter son budget 2025 par le 49.3, avec un déficit prévisionnel de 5,4 % du PIB.

Près de deux ans plus tard, le constat reste le même : les deux pays dépendent de la capacité de leurs dirigeants à mener des réformes budgétaires structurelles. Mais trois paramètres sont venus durcir l'équation : le retour de l'inflation, la colère sociale et la remontée des taux d'intérêt.

1. Les notes souveraines : un sursis des deux côtés

À Maurice, Moody's a maintenu la note Baa3 et la perspective négative après le Budget 2026-2027. L'agence reconnaît l'effort engagé : le déficit doit reculer de 6,0 % à 3,7 % du PIB, et la dette du secteur public revenir de 87,8 % à 85,6 % du PIB. Elle souligne toutefois que ce redressement dépend encore de recettes exceptionnelles liées à l'accord sur les Chagos, toujours non conclu à ce jour.

En France, Moody's s'est abstenu de toute action le 23 octobre 2026 : la note reste Aa3, perspective négative, alors qu'une dégradation à A1 était largement attendue. Fitch et S&P ont déjà abaissé la note de la France à A+. Le projet de loi de finances 2027 vise un déficit de 5,0 % du PIB, après 5,4 % en 2026, au prix d'un effort de 54 milliards d'euros. La dette publique continuerait pourtant de grimper, de 119,3 % à 121,7 % du PIB. Début octobre, l'OAT à dix ans a frôlé 5 %, le plus haut taux depuis plus de vingt ans.

2. L'inflation est de retour

À Maurice, l'inflation sur un an a atteint 6,4 % en octobre 2026, son plus haut niveau depuis juin 2023, contre 4,1 % un an plus tôt. Elle sort ainsi nettement de la fourchette cible de la Banque de Maurice (2 % à 5 %). Les transports (+11,4 %), la restauration et l'hôtellerie (+9,4 %) et le logement (+8,9 %) tirent la hausse.

En France, les prix ont augmenté de 3,4 % sur un an en octobre 2026, le niveau le plus élevé depuis janvier 2024. L'énergie, en hausse de 24,1 %, explique plus de la moitié de la hausse, dans le contexte du choc énergétique lié au conflit au Moyen-Orient. Hors énergie et alimentation, l'inflation sous-jacente reste contenue à 1,7 %.

3. Les taux directeurs remontent

Pour éviter que l'inflation s'installe, les deux banques centrales ont repris le chemin du resserrement.

Banque centrale	Début 2026	Décisions 2026	Taux actuel
Banque de Maurice (Key Rate)	4,50 %	+0,25 point en mai, +0,25 point le 11 novembre	5,00 %
BCE (facilité de dépôt)	2,00 %	+0,25 point le 11 juin, +0,25 point le 10 septembre	2,50 %

À Maurice, la décision du 11 novembre a été prise à l'unanimité du comité de politique monétaire. Pour les ménages et les entreprises, le crédit devient plus cher. Pour les deux États, c'est aussi la charge de la dette qui s'alourdit, au moment même où ils cherchent à réduire leur déficit.

4. Deux pays secoués par la colère sociale

À Maurice, la pénurie d'eau liée à la sécheresse a déclenché à la mi-octobre des manifestations qui ont dégénéré en émeutes, d'une ampleur inédite depuis 1999 selon les observateurs. Le gouvernement a décrété un couvre-feu sur une partie de l'île. Au-delà de l'eau, c'est le coût de la vie qui nourrit le mécontentement.

En France, un mouvement contre la vie chère s'est installé depuis le 17 octobre, avec des journées de mobilisation hebdomadaires et un pic le 5 novembre. L'ONG ACLED a recensé près de 2 700 manifestations et émeutes en France en octobre 2026, le niveau le plus élevé depuis le début de ses relevés en 2020.

Le point commun est frappant : dans les deux pays, la hausse des prix frappe des populations à qui l'on demande, dans le même temps, un effort budgétaire. Les gouvernements n'ont plus de marge pour dépenser davantage, ni pour taxer davantage sans risquer d'attiser la contestation.

5. 2027 : deux trajectoires de croissance très différentes

	France	Maurice
Croissance 2026	0,2 % (Moody's) ; 0,5 % selon le gouvernement	3,0 % (Banque de Maurice)
Croissance 2027	0,7 % (Moody's) ; 1 % dans le PLF, hypothèse jugée « optimiste » par le Haut Conseil des finances publiques	3,2 % (Banque de Maurice)
Inflation (octobre 2026)	3,4 %	6,4 %
Taux directeur	2,50 % (BCE)	5,00 %
Déficit public	5,4 % (2026) → 5,0 % (2027)	6,0 % (2025-26) → 3,7 % (2026-27)
Dette publique	119,3 % → 121,7 % du PIB	87,8 % → 85,6 % du PIB (secteur public)
Note Moody's	Aa3, perspective négative	Baa3, perspective négative

Maurice garde un net avantage de croissance, qui l'aide à réduire son déficit plus vite que la France. Mais son inflation est près de deux fois plus élevée, et sa note reste à un cran de la catégorie spéculative. La France, elle, conserve une note bien supérieure, mais avec une croissance quasi nulle et une dette qui continue d'augmenter.

En conclusion

En 2025, la question était de savoir si les deux États parviendraient à assainir leurs comptes.

En 2026, elle est devenue : peuvent-ils le faire alors que l'inflation, les taux et la rue réduisent leur marge de manœuvre ?

À Maurice, le maintien de l'« investment grade » reste suspendu à l'exécution du budget 2026-2027. En France, la note dépend désormais d'un budget 2027 qui n'est toujours pas voté.

AOM. Au-delà des chiffres.

AOM vous accompagne

Pour les entreprises et les investisseurs des deux pays, l'enjeu est concret : coût du crédit, fiscalité à venir et stabilité des règles. Nos équipes suivent ces évolutions de près, à Maurice comme en France.

contact@accountonme.fr · accountonme.fr · +230 468 6727